

LA SANTÉ

ALIMENTS—LE PROJET D'ÉTIQUETAGE OBLIGATOIRE DE LA QUALITÉ ET DE LA VALEUR NUTRITIVE—DEMANDE D'EXPLICATIONS

Mme Grace MacInnis (Vancouver-Kingsway): Monsieur l'Orateur, j'ai une question pour le ministre de la Santé nationale et du Bien-être social. A la lumière du fait qu'aux États-Unis l'Administration des aliments a maintenant émis des normes de qualité nutritive pour compléter ses règlements déjà en vigueur concernant l'indication sur les étiquettes de la valeur nutritive, le gouvernement canadien a-t-il l'intention de présenter au cours de la présente session des mesures concernant la valeur nutritive des aliments et l'étiquetage à cette fin pour protéger les consommateurs canadiens?

L'hon. Marc Lalonde (ministre de la Santé nationale et du Bien-être social): Monsieur l'Orateur, j'aimerais tenir cette question pour un préavis de façon à pouvoir étudier la récente décision américaine et répondre plus tard.

* * *

LES FINANCES

LA CRISE MONÉTAIRE—L'OPPORTUNITÉ DE LA NEUTRALISATION DES AVOIRS EN EURODOLLARS DES SOCIÉTÉS MULTINATIONALES

M. James Gillies (Don Valley): Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au premier ministre. A la lumière de la situation monétaire internationale qui s'aggrave et de la proposition qu'une façon de régler ces problèmes et d'en arriver à une solution serait peut-être de neutraliser les avoirs en eurodollars des sociétés multinationales, je me demande si le président du Conseil du Trésor, qui représentait le Canada aux réunions tenues à Paris, a exprimé une opinion sur le sujet.

Le très hon. P. E. Trudeau (premier ministre): Monsieur l'Orateur, je ne suis au courant d'aucune déclaration que le ministre aurait pu faire à Paris. Il me fera rapport en revenant.

M. Gillies: Le gouvernement a-t-il étudié les possibilités, les répercussions et peut-être les effets de la neutralisation des avoirs en eurodollars des sociétés canadiennes et les répercussions d'une telle neutralisation sur la situation monétaire internationale?

M. Trudeau: Monsieur l'Orateur, je n'ai pas discuté de la question avec le ministre et je ne puis parler au nom du ministre des Finances qui est représenté par le président du Conseil du Trésor.

LES RÉPERCUSSIONS AU CANADA DE LA RÉÉVALUATION DE CERTAINES DEVISES ÉTRANGÈRES—DEMANDE D'ÉTUDE—LA LUTTE CONTRE L'INFLATION

M. Lloyd R. Crouse (South Shore): Monsieur l'Orateur, j'aimerais poser une question au premier ministre. Du fait que le prix des marchandises importées de l'Allemagne et du Japon a augmenté d'environ 25 à 30 p. 100 pour les Canadiens, à la suite de la réévaluation du mark et du yen, le premier ministre nous dira-t-il s'il envisage d'autoriser n'importe quel ministère de son gouvernement à faire une étude afin de voir quelles seront les répercussions générales de la réévaluation pour le Canada et que

Questions orales

l'on puisse prendre des mesures pour enrayer l'inflation galopante?

Le très hon. P. E. Trudeau (premier ministre): Monsieur l'Orateur, les effets de la fluctuation du cours des monnaies de divers pays avec lesquels nous avons des relations commerciales font évidemment l'objet d'une étude permanente du ministère de l'Industrie et du Commerce et du ministère des Finances. Nous sommes également conscients des répercussions de ce mouvement sur l'inflation. A ma connaissance, aucune étude spéciale n'a été faite à la suite de la réévaluation récente du yen et du mark, mais je répète que cette question est manifestement considérée comme très importante à la section internationale du ministère des Finances.

LA CRISE MONÉTAIRE—LES MESURES DÉFLATIONNISTES PRISES À L'ÉTRANGER—LES INTENTIONS DU GOUVERNEMENT CANADIEN

M. Sinclair Stevens (York-Simcoe): Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse également au premier ministre. J'aimerais être plus précis que mon prédécesseur. Maintenant que le Canada a signé un accord monétaire groupant quatorze nations à Paris, où tous les pays se sont mis d'accord pour prendre des mesures visant à renforcer la lutte contre l'inflation, le premier ministre pourrait-il dire à la Chambre quelles autres mesures son gouvernement a l'intention de prendre à ce sujet?

Le très hon. P. E. Trudeau (premier ministre): Monsieur l'Orateur, toute déclaration à ce sujet sera faite en premier lieu à la Chambre des communes.

M. Stevens: Monsieur l'Orateur, mon autre question s'adresse également au premier ministre. Du fait que les États-Unis et certains autres pays se sont mis d'accord à la conférence de Paris pour prendre des mesures fiscales, y compris la hausse des taux d'intérêt afin d'atténuer les effets de la crise monétaire mondiale, le premier ministre pourrait-il nous dire quelles autres mesures fiscales son gouvernement a l'intention d'adopter et si on élèvera les taux d'intérêt au Canada?

M. l'Orateur: A l'ordre. Le député pourrait s'attendre à ce genre de renseignement soit donné à la Chambre par voie de déclaration à l'appel des motions. Je doute que cela doive se faire au moyen d'une réponse à une question.

* * *

LE BILINGUISME

LE PROJET-PILOTE D'ENSEIGNEMENT DU FRANÇAIS AU SEIN DE LA CAPITALE NATIONALE—L'OPPORTUNITÉ D'ENSEIGNER L'ANGLAIS AUX FRANCOPHONES

[Français]

M. Jean-Robert Gauthier (Ottawa-Est): Monsieur l'Orateur, j'accueille avec joie l'annonce du secrétaire d'État, à l'effet qu'on encouragera l'enseignement de la langue seconde dans les écoles de la capitale nationale, et j'aimerais lui poser quelques questions à ce sujet.

Pourrait-il dire si les subventions de deux millions de dollars qui seront affectées à l'enseignement de la langue seconde, serviront également à évaluer l'enseignement de l'anglais aux francophones?